

Beaujot, Roderic. *Population Change in Canada. The Challenges of Policy Adaptation*. Toronto, McClelland and Stewart Inc., 1991, 379 pages.

André Lux

Volume 21, numéro 2, automne 1992

Montréal, XIX^e-XX^e siècles : croissance urbaine et diversité culturelle

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/010126ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/010126ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lux, A. (1992). Compte rendu de [Beaujot, Roderic. *Population Change in Canada. The Challenges of Policy Adaptation*. Toronto, McClelland and Stewart Inc., 1991, 379 pages.] *Cahiers québécois de démographie*, 21(2), 163–166.
<https://doi.org/10.7202/010126ar>

Notes de lecture

BEAUJOT, Roderic. — *Population Change in Canada. The Challenges of Policy Adaptation*. Toronto, McClelland & Stewart Inc., 1991, 379 pages.

Ce livre est le bienvenu; il met à la disposition d'un public cultivé la substance des nombreux mémoires récoltés par le programme «Revue de la démographie» de Santé et Bien-être Canada, lequel n'en avait publié qu'un résumé de vulgarisation (*Changer l'avenir du Canada*). Il fournit de la sorte, dans ses dix chapitres, une multitude de données sur les principaux paramètres reliés à la démographie, rendant accessibles aux non-initiés les relations complexes qui relient le changement démographique à l'évolution de la société canadienne. Laissant de côté les technicalités, il combine la description et l'analyse des faits aux préoccupations d'intervention de l'État à travers ses politiques. Bien situer les faits pour mieux découvrir les problèmes et les possibilités de contribuer à leur solution par des politiques réalistes, tel est le propos du livre, qui en fait l'originalité.

Le premier chapitre, plus théorique, campe le décor. Regrettons les erreurs relatives à Malthus (pour qui le vice n'est qu'une façon moins vertueuse que la contrainte morale de retarder le mariage et qui, on l'oublie trop, est convaincu de la nécessité de la croissance démographique pour le progrès des sociétés, à condition que les institutions politiques soient favorables à l'exercice par les pauvres de la raison, base du frein préventif).

Plutôt que de chercher à résumer ici le contenu abondant de ce livre, je me limiterai à quelques commentaires parmi beaucoup d'autres possibles. Le chapitre 2 offre entre autres un profil socioéconomique de la mortalité en appui à la thèse voulant que les risques majeurs de santé dépendent de l'environnement social. Au chapitre 3, relatif à la fécondité, la comparaison des politiques familiales de la Suède et de la

France d'un côté, du Canada de l'autre, suggère une relation de cause à effet entre le degré de générosité de l'État et le niveau de fécondité, contrairement à une opinion trop complaisamment répandue.

Le chapitre 4 sur l'immigration est particulièrement développé (50 pages) et extrêmement instructif. Voilà en effet une variable très sensible aux politiques et objet de controverses, de préjugés et d'utopies. Quelques faits dignes de mention : des immigrants entrés de 1967 à 1977 et de 1978 à 1982, respectivement 28 % et 43 % n'ont pas acquis la citoyenneté canadienne, malgré un délai raccourci à trois ans; faut-il y voir la preuve de difficultés d'intégration ou, au contraire, d'une « plus grande acceptabilité [par le Canada] de la diversité de sa population » (148) ? Bien que de plus en plus originaires du tiers monde, les immigrantes ont moins d'enfants que les autres. Le bilan de l'apport migratoire est présenté comme nettement positif, notamment grâce à une scolarité plus élevée, à une contribution plus que proportionnelle à l'emploi et aux recettes fiscales et à une volonté de réussir marquant tous les comportements. L'intégration socioculturelle, linguistique notamment, retient aussi l'attention de l'auteur, qui enchaîne avec le débat sur les mérites respectifs de l'immigration et du relèvement de la fécondité comme politique d'endiguement de la dénatalité.

En matière de répartition régionale de la population, le chapitre 5 soulève le débat doctrinal entre l'école néo-libérale, favorable à la migration des gens vers les lieux d'emploi, que freineraient indûment les politiques de paiements de transfert, et l'école du développement régional, qui prône les investissements en régions. Beaujot ne se prononce pas mais laisse deviner sa préférence pour une solution de compromis, qui me paraît être une solution de facilité permettant d'éviter de faire face aux vrais enjeux de choix de société.

Le chapitre 6 aborde la difficile question des effets du ralentissement de la croissance démographique. Frappant est le contraste opposant les modèles démo-économiques de Denton et Spencer et de l'équipe de Lapierre-Adamcyk; ne remet-il pas en question leur signification et la prétention que nous avons de nous en servir pour construire mécaniquement et à l'avance l'histoire à venir ? Signalons le plaidoyer de Ryder en faveur du ZPG : vu que l'État ne peut guère influencer la fécondité, fixée à 1,8 au Canada, il faudrait, pour accroître la population de 0,5 % par an, une poussée d'immigration telle qu'elle exigerait «une transformation sans précédent du tissu social» (200).

Il est question du vieillissement non seulement au chapitre 7, mais aussi au chapitre 2 sur la santé, au chapitre 6 à propos de la population active et au chapitre 8 sur la composition des ménages. Son impact sur les coûts de la santé est nuancé par l'incidence de la hausse des coûts unitaires et de la consommation à tout âge. Beaujot aligne diverses évaluations de la hausse des coûts de santé, qui ne sont malheureusement pas directement comparables. Il a, contrairement à beaucoup d'autres, le mérite de mentionner que pour faire face au gonflement de l'ensemble des charges qui retomberont sur les adultes, ceux-ci devront consentir des prélèvements croissants, en pourcentage de leurs revenus; cela ne pourra qu'attiser la lutte des catégories d'âge. Dans la controverse relative à l'effet du vieillissement sur la productivité, l'auteur penche avec raison du côté négatif. À souligner, en matière de pensions, le poids majeur de la maturation des régimes, influencés par la rapide croissance du travail féminin pour de nombreuses années encore.

En parlant de la population et des changements socioéconomiques, le chapitre 9 souligne la disparité entre effectifs et financement, qui évoluent en sens contraire au profit de l'éducation primaire et secondaire et au détriment des secteurs post-secondaires. Qu'en penser, sinon que le sous-financement de l'enseignement supérieur, combiné à l'ampleur de l'analphabétisme et du quasi-analphabétisme fonctionnels — 15 % et 22 % respectivement en 1989 — n'augurent rien de bon quant à la capacité de la population active du XXI^e siècle de compenser par une productivité accrue l'alourdissement des charges du vieillissement.

Le chapitre 9 consacre sept pages à la situation des femmes sur le marché du travail, reprenant notamment les thèses de Eichler et de Cook sur le très faible progrès accompli de ce côté. Pourtant, les séries de chiffres de la page 269 laissent, selon moi, place à plus d'optimisme. Le pessimisme se nourrit d'une approche transversale des données, tous âges confondus. On ne refait pas l'histoire, ni ne peut-on donc promouvoir artificiellement à l'égalité professionnelle les générations de femmes plus âgées. Le progrès doit se mesurer chez celles de moins de 40 ans, au fur et à mesure que s'estompe l'inégalité des niveaux de scolarisation. Toutes choses égales par ailleurs, la discrimination des salaires fondée sur le sexe comme tel ne compte que pour 5 % à 10 % des écarts, selon une Commission royale. En matière d'inégale répartition des revenus, l'auteur

rappelle opportunément qu'en 1988 le quintile inférieur des familles ne touchait que 2,7 % des revenus bruts, situation très partiellement corrigée par la fiscalité et les paiements de transfert, qui portent leur part à 7,7 %.

Un quart du chapitre 10, portant sur la composition socioculturelle de la population, s'intéresse aux populations autochtones. Un tiers présente la question linguistique avec les nuances nécessaires pour permettre aux anglophones du pays de mieux saisir, peut-être, la situation spéciale du Québec et de Montréal. Regrettons cependant que les données sur l'émigration hors du Québec par langue d'usage se limitent à la seule période 1976-1981, qui est peu représentative; ces données, 3,9 % des anglophones, contre 0,7 % des allophones et 0,17 % des francophones, dramatisent la situation dès l'instant où l'on succombe à la tentation de les étendre à la période 1976-1991. La contribution de Castonguay est largement oubliée.

Pour qui n'a pas le loisir de lire attentivement tout le livre, sa conclusion offre un bon résumé avec d'intéressantes perspectives. Signalons l'abondante bibliographie de 43 pages, avec cependant l'un ou l'autre oubli regrettable.

André LUX
Département de sociologie
Université Laval
